Le personnel diplomatique de la résidence de France à Genève : profil social et culture politique (1679-1798)

Fabrice Brandli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edl/268>

DOI : 10.4000/edl.268

ISSN : 2296-5084

Éditeur

Université de Lausanne

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2010

Pagination : 217-244

ISBN : 978-2-940331-23-9

ISSN : 0014-2026

Référence électronique

Fabrice Brandli, « Le personnel diplomatique de la résidence de France à Genève : profil social et culture politique (1679-1798) », *Études de lettres* [En ligne], 3 | 2010, mis en ligne le 15 septembre 2013, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edl/268> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edl.268>

LE PERSONNEL DIPLOMATIQUE DE LA RÉSIDENCE DE FRANCE À GENÈVE : PROFIL SOCIAL ET CULTURE POLITIQUE (1679-1798)

Entre 1679 et 1798, la résidence de France à Genève détient le monopole de la représentation diplomatique officielle auprès de la République. Les résidents, les secrétaires et les aumôniers occupent les échelons les plus modestes au sein du corps diplomatique français à l'étranger en même temps qu'ils participent, d'une manière plus ou moins prononcée, à la sociabilité éclairée des élites politiques genevoises. En reconstituant le parcours du personnel diplomatique français à Genève, il s'agit de mesurer la corrélation entre les stratégies d'ascension sociale d'agents secondaires et leur adhésion aux normes culturelles dominantes de la France des Lumières et de la Révolution. En admettant la diplomatie comme un ensemble de pratiques sociales de l'altérité, cette adhésion s'exprime notamment à travers l'interaction entre des cultures politiques différentes au sein de laquelle les agents diplomatiques produisent des représentations destinées à identifier leurs interlocuteurs – ici, les Genevois – sur un mode qui n'échappe pas au registre de la disqualification.

Depuis quelques années déjà, le renouvellement des paradigmes de l'histoire de la diplomatie et des relations internationales¹ à l'époque moderne, grâce notamment à l'apport de l'anthropologie, de la sociologie de l'interaction, des approches constructivistes des sciences politiques, permet de penser à nouveaux frais des événements et des pratiques

1. Le terme « international » revêt un caractère anachronique pour la période de l'Ancien Régime durant laquelle les relations entre souverains, et non pas entre nations, sont interétatiques et marquées au coin des enjeux dynastiques. Nous utiliserons donc le champ lexical des relations internationales uniquement comme la convention de langage la plus propice à faciliter la lecture.

qui jusque-là étaient le produit interprétatif de certitudes à fortes consonances idéologiques².

Au-delà de la survalorisation des décisions politiques en tant que résultats de la volonté rationnelle d'individualités remarquables – les « grands hommes » – ou de la dynamique impersonnelle et quasi anhistorique de l'Etat, il s'agit de penser la diplomatie comme une pratique sociale de l'altérité que déterminent les normes culturelles antagonistes et mouvantes des acteurs impliqués³. Elle participe, dans un jeu de chassé-croisé à l'élaboration incessante de l'identité des protagonistes puisque le discours sur l'autre engage nécessairement un discours sur soi⁴. Ces normes sont forgées à partir de l'expérience concrète des négociateurs et agissent en retour sur les pratiques dans un mouvement d'interdépendance évolutive⁵. Les pratiques de la diplomatie, entendues comme les modalités d'interaction entre des cultures politiques différentes, éprouvent les systèmes de croyances et les convictions idéologiques qui dirigent l'action des négociateurs⁶.

Après avoir défini brièvement le cadre juridique et institutionnel au sein duquel se déroulent les relations franco-genevoises au XVIII^e siècle, il s'agira de déterminer le profil et le parcours du personnel diplomatique en poste dans la légation française de Genève. Il faudra ensuite mesurer la corrélation entre ces profils et la culture politique qui gouverne à la fois les pratiques et les représentations des négociateurs, en considérant les

2. Sans épuiser une abondante bibliographie, on se reportera notamment à E. Goffman, *Les rites d'interaction*; A. Strauss, *La trame de la négociation*; B. Badie, *Culture et politique*; P. Katzenstein, R. Keohane and S. Krasner, « International Organization and the Study of World Politics »; Ph. Minard (dir.), « Histoire et anthropologie, nouvelles convergences ? »; D. H. Nexon, *The Struggle for Power in Early Modern Europe*.

3. A cet égard, lire les premières pages de l'introduction de Ch. Windler, *La diplomatie comme expérience de l'autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, p. 9-16.

4. P. Ricoeur, *Soi-même comme un autre*.

5. S. Cerutti, « Normes et pratiques ou de la légitimité de leur opposition ».

6. La culture politique correspond à l'ensemble des discours et des pratiques symboliques qui structurent le rapport que les individus, ou les groupes d'individus réunis en corps, entretiennent avec le pouvoir politique exercé dans un cadre institutionnel donné. L'usage du pluriel – les cultures politiques – a pour vocation de restituer la relation diplomatique comme un espace d'interaction entre des interlocuteurs qui s'expriment en fonction d'outils intellectuels issus de leur culture politique particulière. Pour une définition synthétique de la notion de culture politique, lire K. M. Baker, *Au tribunal de l'opinion publique*, p. 14.

rapports diplomatiques entre la France et Genève comme un processus complexe de négociations continues entre deux partenaires qui partagent le même statut juridique d'Etat souverain, mais que les critères de la puissance et du régime de gouvernement séparent.

Cadre juridique et institutionnel

Le traité de combourgeoisie de 1526 qui lie Genève à Berne et à Fribourg⁷ marque une rupture significative dans les relations extérieures de la ville de Genève, communauté politique indépendante désormais arrimée juridiquement en tant qu'alliée à la Confédération contre les aspirations de la maison de Savoie. Ville impériale libre, seigneurie avant de se définir comme République⁸, Genève revendique à ce titre la plénitude des droits dévolus auparavant au prince-évêque, au chapitre cathédral, au prieuré de Saint-Victor et à ceux du vidomnat savoyard. Le renouvellement de la combourgeoisie avec Berne, en 1536, puis avec Zurich⁹, en 1584, consacre sur la durée l'alliance avec les deux plus puissants cantons évangéliques du Corps helvétique. Les combourgeoisies limiteront *de jure* l'influence française à Genève, d'autant plus que les cantons de Zurich et de Berne serviront souvent d'intermédiaires dans les relations de la République avec les Etats allemands, dont la Prusse, et l'Angleterre.

Genève se rapproche également de la France avec le soutien des chefs du parti huguenot¹⁰. Le 8 mai 1579, le traité de Soleure est signé entre Henri III, les cantons de Berne et de Soleure. Le traité garantit l'indépendance de la ville de Genève au secours de laquelle les troupes des cantons signataires pourront être envoyées en garnison aux frais de la cour de France. Au nom de l'alliance franco-suisse, le traité vise avant tout à limiter la capacité d'expansion des territoires de la maison de Savoie en direction de la France, considérant Genève comme un verrou fortifié

7. E. Rivoire et V. van Berchem (éds), *Les sources du droit du canton de Genève*, t. II, p. 236-246.

8. D. Carpanetto, *Divisi dalla fede*, p. 33. Sur le titre de République, lire la synthèse historiographique de G. Silvestrini, « Le républicanisme genevois au XVIII^e siècle », p. 4-5, n. 12.

9. B. Roth-Lochner, « Zurich et Genève, ou la diplomatie au quotidien ».

10. H. Fazy, *Genève, le parti huguenot et le traité de Soleure (1574-1579)*.

entre le royaume et le Corps helvétique, d'une importance géostratégique telle qu'elle ne saurait tomber sous la domination d'un Etat voisin sans léser gravement les intérêts de tous les autres Etats frontaliers.

Au-delà des combourgeoisies, Genève est intégrée dans des traités qui contribuent progressivement à diminuer la fragilité juridique de sa situation sur la scène internationale. Hormis le traité de Soleure, l'inclusion de la République dans les traités de Ryswick et d'Utrecht, entre 1697 et 1713, grâce à l'intervention croisée des puissances protestantes, règle du point de vue du droit public la question de la souveraineté, désormais indiscutable, de l'Etat genevois¹¹. Les traités de limitation territoriale, signés en 1749 avec la France et cinq ans plus tard avec la Sardaigne, élèvent enfin la République au rang de partenaire juridique à part entière, en répondant aux exigences de chacune des parties contractantes de rationaliser des territoires souverains limitrophes. Cette rationalisation s'opère au nom d'une nouvelle conception de la frontière comme ligne de partition politique, administrative et fiscale dégagée de l'héritage féodal¹². Dans ce contexte marqué au coin du bilatéralisme multiple¹³ caractéristique de la stratégie diplomatique des élites politiques genevoises, l'établissement de la résidence de France à Genève, en 1679, est moins la manifestation d'un quelconque protectorat sur la République que la conséquence institutionnelle de la reconnaissance par Louis XIV de la souveraine indépendance du petit Etat réformé.

11. Les Provinces-Unies, dans l'article XIX du traité de Ryswick signé avec la France, sont réputées garantes de la protection des cantons suisses et de leurs alliés, dont la République de Genève. Dans le traité d'Utrecht entre Louis XIV et le roi de Prusse, signé le 11 avril 1713, l'article XII intègre les treize cantons et leurs alliés, parmi lesquels la « République et cité de Genève ». L'article XXXVII du traité entre la France et les Provinces-Unies fait de même. H. Vast, *Les grands traités du règne de Louis XIV*, t. II, p. 197 et t. III, p. 126 et 159.

12. S. Rizzo, « *Un petit Etat désire de bien se limiter avec ses voisins, surtout quand ce sont des grands princes* » ; D. Nordman, *Frontières de France* ; D. Carpanetto, « Confini, sovranità politica e questioni religiose nel trattato sabaudo-ginevrino del 1754 ».

13. J'emprunte la notion de « bilatéralisme multiple » à B. Badie, *Le diplomate et l'intrus*, p. 32.

Profil et parcours

Le développement de l'Etat monarchique à l'époque moderne se greffe sur un système de régulation sociale articulé à la relation entre patron et client, le roi se distinguant comme le plus efficace des protecteurs, au sommet de la pyramide des protections données et reçues qui structurent l'ensemble du corps social¹⁴. Négliger cette dimension interpersonnelle dans la construction des identités sociales des élites du pouvoir conduit à survaloriser et à généraliser la figure problématique du « serviteur de l'Etat », agent autonome de la puissance publique doué d'un savoir d'expertise, d'une formation intellectuelle institutionnalisée et de la conscience d'appartenir à un groupe social spécifique répondant aux critères de la professionnalisation¹⁵.

Certes, la centralisation monarchique institutionnalise, dès le XVI^e siècle, la politique extérieure du roi à travers le secrétariat d'Etat des Affaires étrangères et la constitution progressive d'un corps diplomatique français¹⁶. Mais à l'intérieur de ce dernier règne l'hétérogénéité des origines sociales, des formations et des parcours¹⁷, de telle manière qu'il est difficile de dégager le profil type du diplomate professionnel entendu comme l'identité sociale exclusive d'un agent expert des normes et des pratiques de la politique extérieure.

Les résidents de France à Genève, représentants du roi ou fonctionnaires de la nation, pas plus que le personnel « subalterne » de la légation, n'échappent à cette constatation. Il reste, à partir de profils et de parcours différenciés, à dégager la typologie sociale complexe du négociateur français en République dont l'identité déborde le plus souvent la figure du diplomate chez des hommes qui sont aussi, et parfois avant tout, des officiers militaires, des courtisans, des amateurs d'art éclairés, des

14. S. Kettering, « Patronage in Early Modern France » et « Brokerage at the Court of Louis XIV » ; Ch. Windler, « Clientèles royales et clientèles seigneuriales vers la fin de l'Ancien Régime ».

15. H. de Ridder-Symoens, « Formation et professionnalisation » et C. Dubar, *La socialisation*.

16. J. Baillou (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, t. I.

17. C. Béchu, « Les ambassadeurs français au XVIII^e siècle : formation et carrière » – on s'étonnera de l'usage du singulier dans un article qui montre bien la disparité des profils des négociateurs français – et J. Voss, « L'Ecole diplomatique de Strasbourg et son rôle dans l'Europe des Lumières ».

scientifiques ou des académiciens. Il s'agira ensuite d'évaluer la culture politique de ces agents diplomatiques – entre Lumières, absolutisme et Révolution –, élaborée dans le processus de construction identitaire comme produit de l'interaction avec le républicanisme réformé genevois.

Entre 1679 et 1798, la France envoie à Genève douze résidents et un envoyé extraordinaire auxquels il faut ajouter quatre chargés d'affaires, soit des secrétaires – Lozilière, Gabard de Vaux et Bernier de Maligny –, soit l'aumônier Gabriel Arnaud, qui assument la direction de la résidence en l'absence du titulaire. Les dictionnaires et les traités de politique extérieure de l'Ancien Régime s'accordent à considérer la fonction de résident comme l'une des moins élevées dans la hiérarchie des diplomates en poste à l'étranger¹⁸. Représentant de la France auprès d'une République, le résident n'est pas tenu de rehausser la modestie de son poste par une naissance particulièrement remarquable ou par des qualités exceptionnelles. La disparité entre son souverain et le gouvernement républicain suffit à garantir l'excellence de sa situation. La Révolution et l'abolition de la monarchie, le 21 septembre 1792, ne modifient pas ce modèle d'interaction inégalitaire, conformément à l'observation d'Emer de Vattel selon laquelle « si la forme du gouvernement vient à changer chez une nation, elle n'en conservera pas moins le rang et les honneurs dont elle est en possession »¹⁹. Si le statut de ministre de second ordre assigne le résident aux plus bas échelons du corps diplomatique français à l'étranger, il bénéficie à Genève du monopole de la représentation diplomatique officielle jusqu'en 1782, date à laquelle, avec l'accord de Versailles, la Sardaigne institue sa propre résidence permanente dirigée par le baron d'Espine.

18. Pour la définition du statut de résident, se reporter à la sous-entrée « Du résident » dans l'article « Ministère », in *Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières* [...], *Economie politique et diplomatique*, t. III, p. 335 ; l'article « Résident », in *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné* [...], t. XIV, p. 171 ; l'article « Résident », in A. Furetière, *Dictionnaire universel contenant généralement tous les mots français tant vieux que modernes et les termes de toutes les sciences et les arts* [1690], t. III s.p. ; E. de Vattel, *Le droit des gens ou principes de la loi*, t. II, livre IV, chapitre VI, § 74 : « Des Résidents », p. 306 ; A. Pecquet, *De l'art de négocier avec les souverains* [1737], p. 105 ; F. de Callières, *De la manière de négocier avec les souverains* [1716], p. 204 ; A. van Wicquefort, *L'ambassadeur et ses fonctions* [1682], t. I, livre I, section V, p. 56-57.

19. E. de Vattel, *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, t. I, livre II, chapitre III, §19, p. 287.

Les « hommes du sérail » : l'activité diplomatique au service de la stratégie d'ascension sociale

Malgré la variabilité de la carrière des résidents français, il est possible de dresser la typologie complexe de leurs origines, de leur formation, de leur parcours, en un mot de leur profil social et culturel. La moyenne d'âge des résidents lors de leur entrée en fonction à Genève avoisine les 38 ans. Adet et Desportes, en 1794, sont les plus jeunes, à tout juste 31 ans. Curières de Castelnau compte parmi les plus âgés, à 47 ans passés. Au XVIII^e siècle, il ne s'agit pas exclusivement d'« hommes du sérail » diplomatique dont la carrière débiterait au service de la politique extérieure française. Seuls Pierre Cadiot de La Closure, le baron de Montpérourx et Pierre Michel Hennin sont formés dès leur plus jeune âge à la diplomatie. Intéressons-nous plus précisément au dernier d'entre eux.

Pierre Michel Hennin fait carrière aux Affaires étrangères²⁰. Né le 30 août 1728 à Magny-en-Vexin²¹, Pierre Michel vient au monde dans une famille de la bourgeoisie de robe provinciale. Jean Michel, le grand-oncle et parrain du futur résident, est subdélégué de l'élection de Magny jusqu'à sa mort, en 1749. Son frère cadet, Pierre François Hennin exerce la fonction de procureur au bailliage de Magny. Le fils de Pierre François, également appelé Jean Michel Hennin, est d'abord avocat au Parlement, ensuite procureur royal dans l'élection de Chaumont et de Magny-en-Vexin, puis au bailliage de Versailles à partir de 1739. Jean Michel épouse Angélique Léger, qui mourra en 1736, et de cette union naissent Pierre Michel, Marie Angélique, Caroline, Marie Thérèse et le frère cadet du résident, Augustin Henri Hennin de Beaupré. Ce dernier, après des études de droit, est reçu avocat en 1755 et obtient la survivance de la place de procureur au bailliage de Versailles. Il décède entre 1805 et 1809²².

20. Sur la carrière diplomatique de Hennin, voir J.-P. Samoyault, *Les bureaux du secrétariat d'Etat des Affaires étrangères sous Louis XV*, p. 291 ; M. L. Berkvam, *Pierre Michel Hennin : ses voyages, sa correspondance 1757-1765*, vol. 1 ; C. Piccioni, *Les Premiers commis des Affaires étrangères au XVII^e et au XVIII^e siècles*, p. 250-254 ; A. Barrault, *Pierre Michel Hennin (1728-1807)* et « Pierre Michel Hennin, diplomate d'Ancien régime et homme des Lumières ».

21. Extrait du registre de baptême de Pierre Michel Hennin. MAE Personnel, vol. 38, f^o 258.

22. M. L. Berkvam, *Pierre Michel Hennin : ses voyages, sa correspondance 1757-1765*, p. 5 et A. Barrault, *Pierre Michel Hennin (1728-1807)*, p. 47.

Pierre Michel Hennin a donc 10 ans lorsqu'il quitte Magny-en-Vexin pour suivre son père à Versailles. D'abord pensionnaire du collège de Beauvais, Hennin est reçu avocat au Parlement, en 1748, au terme de ses études de droit. L'année suivante, « après avoir sacrifié la certitude d'un état honnête et avantageux au désir de servir le roi dans la partie des Affaires étrangères »²³, le futur résident obtient du marquis de Puysieulx, dont les possessions dans le Vexin l'avaient mis en contact avec le père de Hennin, l'autorisation de travailler au Dépôt des archives du ministère. Cette introduction à la cour, qui passe par l'entourage du salon de la baronne de Marchais²⁴, parente de la marquise de Pompadour, Pierre Michel Hennin la doit aussi à son cousin, Charles Georges Le Roy, lieutenant des chasses du roi et l'auteur des articles « Fermier », « Forêt » et « Garenne » de l'*Encyclopédie*²⁵. L'une des sœurs de Le Roy est femme de chambre de Mme Louise, la dernière fille de Louis XV, et l'épouse de Nicolas Pierre Besset de La Chapelle, alors Premier commis au ministère des Affaires étrangères aux côtés de son collègue François de Bussy²⁶. L'autre sœur de Charles Georges Le Roy s'est mariée avec Jean Baptiste Pigrais, garçon de chambre de la reine. Leur fils, Jean Pigrais, est pendant douze ans commis au Dépôt des archives diplomatiques dans lequel le jeune Hennin passe dix-huit mois à « lire les anciennes dépêches et à en faire des extraits »²⁷. Il est employé ensuite dans les bureaux sous la direction de Bussy où il poursuit sa formation sans n'avoir « ni demandé ni reçu aucun appointement ou gratification, quelque disposé qu'on fût à [lui] en accorder, attendant toujours qu'il se présentât une occasion de [l']envoyer, aux appointements du roi, à la suite d'une ambassade ». Ces espoirs sont satisfaits lorsqu'il est nommé deuxième secrétaire de l'ambassade en Pologne, avec 2000 livres d'appointement, où il sert deux ans, dès le mois d'août 1752, sous les ordres du comte Charles François

23. « Mémoire », 30 avril 1759. MAE Personnel, vol. 38, f° 254.

24. A. Lilti, *Le monde des salons*, p. 75.

25. A. Barrault, *Pierre Michel Hennin (1728-1807)*, p. 47-48.

26. C. Piccioni, *Les Premiers commis des Affaires étrangères au XVII^e et au XVIII^e siècles*, p. 233-241 ; J.-P. Samoyault, *Les bureaux du secrétariat d'Etat des Affaires étrangères sous Louis XV*, p. 276.

27. « Mémoire », 30 avril 1759. MAE Personnel, vol. 38, f° 254, y compris la citation suivante.

de Broglie. Auprès du chef du Secret du roi²⁸, et bientôt son protecteur, il acquiert des connaissances sur la Saxe, la Pologne, la Russie et la Turquie. En 1755, le ministère autorise Pierre Michel Hennin à parfaire son instruction grâce à un voyage financé à hauteur d'environ 8000 livres. Doté des lettres de recommandation de Saint-Contest, Hennin parcourt les grandes villes du nord de l'Europe. Lorsque la guerre de Sept Ans éclate, il rejoint le comte de Broglie à Dresde. Alors que l'ambassadeur part pour la Pologne, Hennin est chargé d'affaires avant d'être expulsé de Saxe, le 25 mars 1757. S'il n'est pas tout de suite assigné à une nouvelle mission, Hennin bénéficie à nouveau du soutien du ministère pour effectuer, en 1758, un second tour d'Europe :

J'ai vu depuis la Hollande, la Suisse et toute l'Italie, excepté Gênes. La confiance que les ambassadeurs et ministres du roi ont bien voulu prendre en moi m'a facilité les moyens de remplir l'objet de ce voyage²⁹.

C'est au cours de ce périple que Hennin découvre pour la première fois Genève. Rappelé au secrétariat de l'ambassade de Pologne, l'année suivante, il seconde le marquis de Paulmy avant de recevoir le titre de résident de France à Varsovie, en 1763. Ce second séjour polonais marque une étape décisive dans la carrière de Hennin. Initié en 1760 au Secret du roi, à l'instigation de Broglie, il est dès lors chargé de transmettre « toutes les connaissances qu'il a des ordres et des papiers remis à Monsieur de Paulmy »³⁰. Cette affiliation au Secret le met en relation avec le comte de Vergennes, alors ambassadeur français à Constantinople qui, une fois parvenu à la tête du ministère des Affaires étrangères, lui offrira le marchepied pour accéder au poste de Premier commis. Après l'élection du candidat russe au trône de Pologne, Stanislas II, Hennin est de retour à

28. Sur la diplomatie du Secret du roi, lire la synthèse de L. Bély, *Les relations internationales en Europe XVII^e-XVIII^e siècles*, p. 590-594. Dès 1747, la diplomatie du Secret du roi consiste à conserver l'équilibre établi par les traités de Westphalie, à protéger les Etats allemands, à lier la Turquie, la Pologne, la Suède et la Prusse sous l'autorité de la France, contre l'Autriche et la Russie. En Pologne, la politique du Secret du roi est un échec dès lors que le trône échappe, avec l'élection de Stanislas II, à l'influence française.

29. « Mémoire », 30 avril 1759. MAE Personnel, vol. 38, f° 255.

30. Le comte de Broglie au roi, Versailles, 4 avril 1760, in D. Ozanam et M. Antoine, *Correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV (1756-1744)*, p. 115-116.

Versailles, en novembre 1764. Ce sont donc les affaires polonaises plutôt qu'une préméditation politique qui amènent Pierre Michel Hennin à remplir la place de résident de France à Genève, « chétive faveur » loin de provoquer l'enthousiasme comme il le confie au comte de Broglie :

Je témoigne sans humeur qu'après seize ans de travail dans les affaires les plus importantes, je m'attendais à mieux. J'ai représenté que Monsieur de Montpérour mourait insolvable, que Voltaire et Tronchin attiraient à Genève une foule de malades d'esprit et de corps. Donc j'allais être le *Cicerone* et l'Aubergiste dans un pays cher et peu amusant³¹.

Ce dépit n'est de loin pas propre au seul Hennin ; il apparaît sous la plume de la plupart des résidents dans leurs premières dépêches.

En avril 1778, Vergennes nomme Hennin comme Premier commis du second bureau des Affaires étrangères, laissant le soin au secrétaire Gabard de Vaux d'assurer l'intérim jusqu'à l'arrivée du nouveau résident, le baron de Castelnau, en 1781. Pierre Michel Hennin achète également, en 1783, une charge de secrétaire de la Chambre et du Cabinet du roi grâce à laquelle il est désigné en tant que premier secrétaire de l'Assemblée des notables de 1787, la fonction de second secrétaire étant attribuée à Dupont de Nemours. Gallican et monarchiste éclairé, voltairien jusque dans le style de ses dépêches diplomatiques, bien inséré dans les sociétés savantes et les académies européennes, Pierre Michel Hennin mène sa carrière dans le prolongement de la stratégie familiale d'avancement social. Il bénéficie des réseaux de la cour dans lesquels les siens s'étaient entremis avant lui ; il les entretient et les diversifie. Combinant sociabilité mondaine et services politiques au roi, il parvient au sommet de ce que sa naissance lui autorise, produit accompli de l'intégration d'un bourgeois de robe dans le système monarchique de promotion sociale.

Du consulat à la résidence

Parce que Genève est une ville de marchands et de financiers, le ministère des Affaires étrangères prend parfois soin de choisir des diplomates

31. BIF, Ms. 1255, f° 251-252 : Pierre Michel Hennin au comte de Broglie, 16 septembre 1765.

compétents en matière de négoce, notamment des anciens consuls³² comme Delespine de Chateaufort et Lévesque de Champeaux. En 1722, Gérard Lévesque de Champeaux, membre actif du club de l'Entresol³³, commence à 28 ans sa formation de négociateur, « sans avoir eu ni gratifications ni appointements » six années durant³⁴, probablement comme Pierre Michel Hennin dans le Dépôt des archives. Le père de Gérard, Jacques Lévesque de Champeaux, seigneur de Pouilly et trésorier royal de la généralité de Châlons, a été anobli à la fin du siècle précédent³⁵. Le frère aîné du futur résident, Jean Louis Lévesque de Pouilly, est membre de l'Académie royale des inscriptions, lieutenant général et premier juge du présidial de Reims. Newtonien convaincu, il correspond avec Voltaire et fréquente Brolingbroke. Le second frère de Gérard, Jean Lévesque de Burigny, est historien de l'Antiquité et siège aux côtés de son frère Laurent à l'Académie royale des inscriptions. Gérard Lévesque de Champeaux se rend en Espagne, à Cadix, pour ses « affaires particulières » en 1728³⁶. Il semblerait en réalité qu'il ait été mandaté par le Garde des sceaux Chauvelin, en mésintelligence avec l'ambassadeur de France à Madrid, le maréchal de Brancas, pour entretenir une correspondance secrète au sujet de l'application de traité de Séville de 1729³⁷. La même année, il revêt la charge de commissaire du commerce à Cadix avant d'être nommé, le 12 novembre 1731, chargé des affaires de la Marine et du Commerce de France à la cour d'Espagne³⁸. C'est à partir de cette fonction consulaire qu'il est désigné comme chargé

32. Sur l'institution du consulat et les consuls, lire J. Ulbert et G. Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne*. Rappelons ici que les consuls français sont placés au XVIII^e siècle sous l'autorité du secrétariat d'Etat de la Marine, excepté entre 1761 et 1766, et après 1793, où ils dépendent des Affaires étrangères. Avant 1789, les 129 postes consulaires français occupent plus de 600 personnes. Les consuls, que le droit des gens ne reconnaît généralement pas comme ministres publics, revêtent des compétences spécifiques aux questions du commerce maritime, en matière économique, judiciaire et de police.

33. N. Childs, *A Political Academy in Paris 1724-1731*.

34. « Mémoire sur mes services en Espagne ». MAE Personnel, vol. 15, f° 292.

35. N. Childs, *A Political Academy in Paris 1724-1731*, p. 72-74.

36. « Mémoire sur mes services en Espagne ». MAE Personnel, vol. 15, f° 292. Selon N. Childs, Lévesque de Champeaux serait déjà en Espagne en 1726, *A Political Academy in Paris 1724-1731*, p. 73.

37. « Mémoire sur mes services en Espagne ». MAE Personnel, vol. 15, f° 292.

38. A. Mézin, *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, p. 407.

d'affaires par intérim à Madrid, entre le 18 mars et le 2 septembre 1738, avant d'être appelé à la succession de La Closure à Genève. C'est donc un négociateur rompu aux tractations financières et commerciales qui défendra désormais les intérêts de la France auprès de la République.

Les militaires, profils atypiques

Il n'est guère surprenant que parmi les résidents de France à Genève, de noblesse robine assez récente ou encore mal certifiée, quand ils ne sont pas roturiers comme Hennin, la proportion de militaires soit faible alors qu'ils composent 67% des ambassadeurs français au XVIII^e siècle³⁹. Là encore, les parcours obéissent aux réseaux de cour et à la logique de la parenté.

La carrière militaire du baron de Castelnau est adossée à son ancienne noblesse d'épée, attestée depuis le XIII^e siècle, cas atypique parmi les représentants du roi en République. Jean Baptiste Géréon de Curières de Castelnau naît le 27 septembre 1734 à Sainte-Eulalie-d'Olt dans le château que sa famille possède depuis plus de trois siècles⁴⁰.

Second fils de Jean Baptiste Curières et d'Elisabeth de Jurquet de Montjésieu, le futur résident de France à Genève est reçu page de la Grande Ecurie du roi, en juin 1750, date à laquelle il fait ses premiers pas à Versailles pour une formation militaire et de culture générale de trois ans ; à l'issue de celle-ci, il reçoit le brevet de lieutenant des dragons du comte de Marbeuf, ami du père de Jean Baptiste Géréon⁴¹. Sept ans plus tard, grâce au soutien financier de son oncle, il achète une compagnie vacante du régiment Royal-Cravates dont il devient capitaine. Il y fait la connaissance du comte Jean Baptiste Félix Hubert du Luc de Vintimille, petit-fils de l'ancien ambassadeur de France à Soleure, dont l'épouse est maîtresse de Louis XV. Cette amitié contribuera à l'avancement du baron Castelnau à la cour, lui valant notamment d'être présenté au duc de Bouillon, tout autant que la rencontre en Allemagne, lors des opérations de la guerre de Sept Ans, du comte de Lusace, Xavier de Saxe, le

39. C. Béchu, « Les ambassadeurs français au XVIII^e siècle », p. 333.

40. MAE Personnel, vol. 15, f° 10-11. P. de Gmeline, *De la cour à l'exil. Cinquante ans de correspondance d'un gentilhomme du Rouergue*.

41. *Ibid.*, p. 19-20, sur le contenu de la formation des pages du roi selon Castelnau.

frère de la dauphine, qui accorde sa protection à Jean Baptiste Géréon lorsqu'il est de retour à Versailles, en 1763. A la mort de la dauphine, quatre ans plus tard, Castelnau se place sous la protection du duc de Choiseul, l'un des adversaires de la défunte, dont il obtient, en 1768, une gratification royale annuelle de 400 livres avec la promesse d'un grade militaire supérieur ; en conséquence de quoi, il est nommé lieutenant-colonel deux ans plus tard. Après la disgrâce de Choiseul, Castelnau peut encore compter sur l'amitié du comte du Luc et la puissante protection du duc de Bouillon grâce à laquelle il est présenté au comte d'Artois, en mai 1773, marquant son entrée dans le cercle étroit de la famille royale. Un mois plus tard, Castelnau décroche la charge de premier fauconnier du comte, fonction qui l'intègre davantage à la vie de la cour. Parvenu aux plus hautes sphères de Versailles, présenté au roi, familier du futur Charles X, son affectation à Genève en remplacement de Hennin est sans conteste un véritable déclassement. Dans ses *Souvenirs*, le comte de Montlosier attribue de manière plausible l'éloignement de Castelnau à Genève à sa disgrâce suite aux propos familiers que le baron aurait tenus à la tante du roi, Mme Adélaïde⁴². De fait, les absences multipliées de Castelnau, et la direction réelle de la résidence assumée par le chargé d'affaires Maligny, signalent l'entreprise de réhabilitation à la cour à laquelle s'affaire le baron disgracié. Il devra pourtant attendre la Révolution et l'émigration du comte d'Artois, au lendemain de la prise de la Bastille, pour s'arracher aux rives du Léman.

Le personnel subalterne : les secrétaires et les aumôniers

Généralement moins bien connus que les résidents de France à Genève, les secrétaires sont pour autant un rouage essentiel dans le fonctionnement de la légation. A leur tâche initiale de copiste s'ajoutent toutes les attributions relatives à la bonne marche de la chancellerie, comme la délivrance des passeports et des certificats⁴³. Au XVIII^e siècle, parmi les sept secrétaires identifiés, tous n'ont pas la même envergure sociale et

42. F. D. de Reynaud, comte de Montlosier, *Souvenirs d'un émigré (1791-1798)*, p. 287.

43. Sur l'administration des passeports comme mesure de contrôle des étrangers en France, V. Denis, *Une histoire de l'identité*, notamment p. 303-308.

la même importance au sein de la résidence française de Genève. Seuls trois d'entre eux, Lozilière, Gabard de Vaux et Bernier de Maligny, sont élevés provisoirement au rang de chargé d'affaires, l'occasion pour eux de démontrer leurs compétences de négociateurs. La fonction de secrétaire de légation figure alors comme une étape dans le processus d'ascension sociale d'individus comme Jean Victor (ou Jean Vincent) Cappronnier de Gauffecourt, le secrétaire du résident La Closure.

Né à Paris, le 19 novembre 1691, d'un horloger genevois installé en France, apprenti horloger lui-même grâce au soutien financier de La Closure, il entre au service de la résidence comme secrétaire. Avec l'obtention de la fourniture des sels du Valais, Gauffecourt bâtit une fortune assez considérable qui facilite son entrée dans la bonne société savoyarde et parisienne. Secrétaire des commandements de la duchesse de Longeville, familier de Mme d'Epinaï, chez laquelle il fréquente Grimm et Diderot, Gauffecourt joint à son physique avantageux les manières raffinées qui lui ouvrent les portes des salons et les cœurs de tous selon un usage du monde où le calcul n'entre pas pour rien⁴⁴.

Moins spectaculaire, le parcours de Dominique Gabard de Vaux est sans doute plus représentatif du statut de secrétaire dans une légation de second ordre comme celle de Genève. Né en Pologne, à une date inconnue, d'un père français qui y a obtenu des titres de noblesse, Gabard entre au service de Pierre Michel Hennin comme secrétaire de la résidence de France à Varsovie, en 1762⁴⁵. Deux ans plus tard, à l'avènement de Stanislas Poniatowski au trône de Pologne, il est envoyé à Versailles où il intègre le bureau des interprètes du ministère des Affaires étrangères, sous les ordres d'Edme Jacques Genet⁴⁶. Après un premier séjour à Genève auprès de Hennin, Gabard de Vaux regagne la Pologne en 1767 pour y servir de secrétaire des commandements du comte

44. Sur les liens amicaux entre Rousseau et Gauffecourt, lire J.-J. Rousseau, *Les Confessions*, t. I, livre V, p. 257-258. Lire également le jugement de Mme d'Epinaï in *Les Contre-Confessions* [1818], p. 659. Le ministère des Affaires étrangères rejette la candidature de Gauffecourt pour succéder à La Closure à la tête de la résidence au motif de ses liens trop étroits avec les protestants genevois et français («Mémoire» anonyme à Amelot de Chaillou, 16 avril 1738. MAE CPG, vol. 52, f° 413).

45. Etat de services de Gabard de Vaux au comte de Vergennes, Genève, 7 novembre 1776. MAE Personnel, vol. 33, f° 56-58.

46. J.-P. Samoyault, *Les bureaux du secrétariat d'Etat des Affaires étrangères sous Louis XV*, p. 131-140.

Podoski, primat du royaume. De retour à Genève une année plus tard, il touche 1200 livres d'appointement et il y tient à cinq reprises le rôle de chargé d'affaires, fonction qu'il revêt de manière permanente entre 1777 et 1781, jusqu'à l'arrivée du nouveau résident, le baron de Castelnau. Malade, il doit renoncer à rejoindre son nouveau poste de secrétaire de la légation de Hambourg. En avril 1784, Gabard sollicite sans succès la place de résident du roi en Valais qu'occupe Pierre de Chaignon. Dès lors, la carrière du secrétaire à l'ambition mal récompensée disparaît des archives du ministère des Affaires étrangères.

Au XVIII^e siècle, huit aumôniers se succèdent à la direction de la chapelle de la résidence de France. Manifestation institutionnelle de la singularité de la chapelle de Genève, ils sont sous l'autorité de l'évêque d'Annecy, contrairement à leurs confrères des autres chapelles de légations françaises qui ne dépendent que du Grand aumônier de France. Le chapelain de la résidence n'en est pas moins considéré comme l'homme du roi en matière de religion, agréé par le ministre des Affaires étrangères et parfois chargé d'affaires en l'absence du résident. Les aumôniers sont le plus souvent issus des paroisses proches de la République, comme l'abbé de Seyssel, d'une ancienne famille de la noblesse savoyarde, auparavant curé de Divonne, dans le pays de Gex, et tenu, selon le rapport du résident Guimard de Montpérour, pour un « ecclésiastique éclairé et plein d'un zèle sage et discret »⁴⁷. Nourris, logés et défrayés, parfois dotés de pensions sur bénéfice, les chapelains sont faiblement rémunérés sur les appointements du résident⁴⁸.

Le recrutement des aumôniers échappe parfois à la logique de la proximité pour suivre des chemins plus détournés. C'est le cas de Gabriel Arnaud, aumônier de la résidence de janvier 1735 à octobre 1756⁴⁹. Né le 17 février 1699, il suit l'enseignement des Jésuites à Sens et à Orléans, avant d'entrer dans le collège des Quatre-Nations, puis à la Sorbonne d'où il sort bachelier et maître ès arts. Ordonné prêtre en 1724, Arnaud dirige pendant dix ans le bureau des prisonniers de Marseille sous l'autorité de l'évêque Belsunce-Castelmoron. En l'absence de certitudes,

47. Le baron de Montpérour à Barberie de Saint-Contest, Genève, 4 mars 1752. MAE CPG, vol. 65, f° 216-217.

48. A titre d'exemple, Montpérour ne propose guère plus de 540 livres à l'abbé de Seyssel. Le baron de Montpérour à Barberie de Saint-Contest, Genève, 14 février 1752. MAE CPG, vol. 65, f° 205-206.

49. Etats de service de l'abbé Arnaud, 8 janvier 1752. MAE CPG, vol. 65, f° 186.

il n'est pas impossible de supposer que la commune origine périgourdine de Belsunce-Castelmoron et de La Closure n'entre pas pour rien dans la désignation de l'abbé Arnaud pour l'aumônerie de la résidence. De santé fragile, soigné par le célèbre docteur Tronchin, l'abbé réclame dès 1751 sa mise en retraite avec la possibilité de percevoir une pension sur bénéfice en surplus de son revenu de 1350 livres, insuffisant pour le faire vivre, lui et ses deux sœurs qu'il se propose de rejoindre à Marseille. La patience du prêtre sera toutefois mise à rude épreuve.

Le ministre des Affaires étrangères accorde la retraite d'Arnaud en septembre 1755⁵⁰. Mais ce n'est qu'en octobre de l'année suivante que l'aumônier quitte Genève, sur ordre impératif de Tronchin⁵¹, remplacé par l'abbé de Seyssel, et il attendra le mois de janvier 1757 pour qu'enfin le Grand aumônier de France, le cardinal de La Rochefoucauld, obtienne du roi l'octroi d'une pension de 1200 livres sur l'abbaye franc-comtoise de Corneux⁵². La demande de retraite de Gabriel Arnaud produit une prolifique correspondance, étalée sur six ans, signée de l'aumônier lui-même, du résident Montpérour, du ministère et du Grand aumônier La Rochefoucauld. Il s'y dégage trois aspects complémentaires. On y salue d'abord l'ecclésiastique charitable pour les pauvres catholiques présents à Genève, efficace et prudent dans l'administration des secours spirituels, toujours là afin de convaincre les religieux catholiques venus en ville pour s'y convertir de renoncer à leur projet. Lorsqu'il est chargé d'affaires, il dénonce à l'intendant du Languedoc, à celui de Lyon et au commandant du Dauphiné les filières huguenotes en relation avec la République. Il recrute les déserteurs français qu'il fait revenir dans les armées du roi. Il réclame aux syndics les mesures les plus énergiques pour s'opposer au regain de la contrebande. Homme d'Eglise, négociateur du roi par intérim, l'abbé Arnaud concilie cette double loyauté avec une sensibilité ouverte à l'esprit éclairé de son époque. En septembre 1755, lorsque le Premier commis Tercier confirme que le ministère l'autorise à prendre sa retraite en Provence, Arnaud lui offre en guise de remerciement une corbeille de fruits accompagnée de deux objets à l'identité

50. Rouillé au baron de Montpérour, Versailles, 2 septembre 1755, minute. MAE CPG, vol. 66, f° 378.

51. Rouillé au cardinal de La Rochefoucauld, Fontainebleau, 26 octobre 1756, minute. MAE CPG, vol. 67, f° 98.

52. Le cardinal de La Rochefoucauld à Rouillé, Versailles, 17 janvier 1757. MAE CPG, vol. 67, f° 117.

culturelle forte: la « médaille de Monsieur de Montesquieu m'a paru digne de trouver une place dans votre cabinet et la tragédie de Monsieur de Voltaire dans votre bibliothèque [...], l'auteur que je vois quelquefois me remerciera de vous l'avoir présenté »⁵³.

Une manifestation de la culture politique des résidents: la représentation du Genevois hébraïque

A partir des conditions sociales, matérielles et institutionnelles qui encadrent l'activité diplomatique et la sociabilité des résidents à Genève, il s'agit de déterminer de quelle façon se constitue, dans le domaine des représentations, l'identité politique et culturelle de ces négociateurs de second rang dont la modestie est pourtant le fruit d'une endurante stratégie d'ascension sociale, notamment par les biais de l'administration royale puis nationale. Confrontés à la culture républicaine et au protestantisme réformé, ils élaborent sans cesse un discours de l'altérité où domine de plus en plus, à mesure qu'on avance dans le siècle, le ton de la dépréciation :

Le hasard a fait, Monseigneur, que dans la Gazette de France du 2 de ce mois, il se trouve dans un article où l'on fait le dénombrement des habitants de Turin, qu'on compte dans cette ville 143 Genevois et 1435 Juifs. Ce qui n'est pas paru ici être fait sans dessein. S'il était possible que l'amour de l'argent n'étouffât pas tous les sentiments honnêtes, on espérerait que ces gens-ci rougiraient du renom qu'ils se donnent, mais il n'y a pas moyen de se flatter de les ramener à ce qu'on désire autrement que par leur intérêt⁵⁴.

Pierre Michel Hennin est le premier des résidents de France à formuler sur le mode de la disqualification un amalgame entre les Genevois et les Juifs, ouvrant la carrière à une représentation récurrente jusqu'à l'annexion de 1798. Pendant la Révolution, Soult et Desportes élaborent à leur tour les motifs d'un « antijudéo-protestantisme » national

53. L'abbé Arnaud à Jean Pierre Tercier, Genève, 19 septembre 1755. MAE CPG, vol. 66, f° 394-395.

54. Pierre Michel Hennin au comte de Vergennes, Genève, 9 février 1776. MAE CPG, vol. 82, f° 45-48.

que l'on aurait tort de réserver à la seule contre-révolution catholique⁵⁵. L'assimilation entre judaïsme et républicanisme réformé opère contre trois types de figures dévalorisées qui parfois se confondent : le banquier agioteur, le marchand contrebandier et le séditieux.

Depuis les travaux d'Herbert Lüthy, les ressorts de la réussite économique et financière des Genevois sont bien connus. L'essor du capitalisme genevois s'inscrit dans la constitution progressive d'une « société huguenote internationale » à la suite des différentes vagues de Refuge. Herbert Lüthy ne la considère d'ailleurs pas « comme une simple émigration, mais comme un de ces peuples extraterritoriaux qui ne sont définis, à défaut d'une nationalité distincte, que par leur lien religieux et par leur communauté d'origine, tels les Juifs ». Toutefois, si Genève joue le rôle de « capitale extraterritoriale » pour la France calviniste en exil, cette dernière conserve des liens avec la patrie originelle dans laquelle quelques-uns retournent revêtus d'une nouvelle nationalité étrangère⁵⁶.

Les guerres de la deuxième moitié du règne de Louis XIV offrent aux marchands-banquiers genevois l'occasion d'une première série d'affaires profitables en s'engageant dans le trafic de matières monétaires puis dans des opérations financières pour le compte de la France tandis qu'ils organisent la contrebande des marchandises françaises vers les pays belligérants où elles sont interdites. Jusqu'aux années 1770 toutefois, les placements entre la France et l'Angleterre s'équilibrent : sous forme de rentes pour la première destination ; en actions bancaires et sur les grandes compagnies de commerce ou en titre d'emprunts pour la seconde. Plus généralement, Genève devient au milieu du siècle une place privilégiée d'emprunts étrangers sollicités par les souverains européens. Le caractère international de la place financière genevoise ne résiste pas à l'accession de Necker à la tête des finances du royaume et à sa politique d'emprunts massifs sous forme de rentes, notamment viagères, vers lesquels les placements des Genevois vont désormais se tourner⁵⁷. C'est de cette

55. P. Cabanel, *Juifs et protestants en France, les affinités électives* ; D. Bourel, « Voltaire, les Juifs et l'Europe ». Sur l'antisémitisme au siècle des Lumières, on se reportera également aux premières pages de P.-A. Taguieff, *La judéophobie des Modernes*, et à L. Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, vol. 2, p. 11-99.

56. H. Lüthy, *La banque protestante en France*, t. I, p. 28. Voir aussi A.-M. Piuze, *Affaires et politique*.

57. Herbert Lüthy estime à 530 millions de livres le montant des dettes contractées par la France sous la direction de Necker, entre 1776 et 1781 (*Ibid.*, t. III, p. 467).

époque que datent les réflexions du résident Hennin sur l'équivalence entre les Juifs et les Genevois.

Il ne faut pas attendre la Terreur, et l'anathème jeté sur le crime de « négociantisme », pour que les instructions délivrées aux résidents de France s'intéressent non seulement au dynamisme commercial de la République, mais aussi aux dérives de la contrebande qui paraissent en être consubstantielles⁵⁸. Le marchand contrebandier se profile tôt comme un modèle social négatif que protège le laxisme d'une magistrature peu encline à s'opposer de front à la bourgeoisie négociante, et volontiers frondeuse, de Genève. En revanche, la collusion entre l'image du marchand contrebandier et celle du Juif prend un essor tout particulier dès 1793, alors qu'il s'agit de déterminer si Genève vit au détriment ou à l'avantage du commerce français. Contre les prétentions de la petite République à bénéficier comme par le passé des exemptions accordées aux marchands suisses et genevois sur territoire français, le résident Desportes rédige, en février 1798, *Deux réflexions sur la réponse d'un Genevois à l'auteur de la Décade philosophique au sujet de l'indépendance genevoise* : le résident y déclare, à l'adresse des Genevois, que la « France républicaine, jalouse d'assurer à ses négociants, à ses manufacturiers, la protection qu'elle leur doit, ne se prêtera plus à [leurs] compensations hébraïques »⁵⁹. La représentation du marchand ou de l'usurier vampirique trouve une réception favorable dans les élites du Directoire, en même temps qu'elles s'apprêtent à mettre en cause l'indépendance de la République. En juillet 1796 déjà, Reubell, en charge des relations extérieures au sein du Directoire, observe en marge d'un rapport de Girod de l'Ain favorable à l'indépendance de Genève et à la protection de son commerce par la France que « Brissot désirait d'envelopper la France de petites Républiques qu'il appelait des *petits pâtés*. Cette dénomination est beaucoup plus exacte qu'il ne le pensait peut-être lui-même. Car c'est avec la graisse de la viande que se fait le petit pâté. Et c'est aux dépens

58. La catégorie délictueuse de « négociantisme » est sollicitée pendant la Révolution contre les Juifs et les protestants de Bordeaux, selon J. Cavignac, « Juifs et chrétiens à Bordeaux au XVIII^e siècle », p. 41.

59. *Deux réflexions sur la Réponse d'un Genevois à l'auteur de la Décade philosophique au sujet de l'indépendance de Genève*, Desportes à Talleyrand, Genève, 30 pluviôse an VI [18 février 1798], copie manuscrite. MAE CPG, vol. 107, f° 163-164.

de la grande République que les petites Républiques environnantes s'engraïsseraient»⁶⁰.

Pour Reubell, les Genevois sont l'un de ces «peuples parasites qui recueillent seuls les honneurs et le profit d'un bon voisinage». Les traités sont les «consolations et les avantages de la paix; pour y participer, il faut l'avoir mérité, et nous en offrir un équivalent. Or, Genève ne nous en présente aucun, elle pompe et ne rend rien!»⁶¹. Véritable programme de contrainte économique contre un territoire de quelques toises complètement enclavé dans la France, les observations de Reubell donnent entière légitimité aux accusations redoublées des agents diplomatiques français à Genève qui assimilent peu à peu toute l'activité économique de la République exsangue à de la contrebande. Figure de la cupidité et de la duplicité, de l'orgueil et de l'hypocrisie, le marchand genevois doit céder comme l'usurier juif à la prééminence des intérêts nationaux de la France directoriale.

Troisième modèle d'identification élaboré par l'analogie entre le Genevois et le Juif, le séditieux trouve place à côté des lieux communs caractéristiques de la conception française de la culture politique en République: «têtes échauffées», «intrigants» et autres «démagogues» tenant par le jeu électoral la magistrature sous sa coupe. Déplorant les prérogatives élargies accordées aux bourgeois par l'édit de 1768 dans la désignation d'une partie des magistrats, Pierre Michel Hennin constate que les «rapports de ce petit peuple avec les Juifs sont si frappants qu'on peut prédire qu'il sera plutôt dispersé que rendu sage»⁶². Débordant le motif déjà évoqué de la cupidité, Hennin propose un registre synonymique qui fait appel aux figures de la révolte et de l'errance comme

60. «Notes sur la question de savoir si la République de Genève doit être comprise dans les traités qui se préparent et notamment dans celui de commerce qui va se conclure avec le roi de Sardaigne», Girod de l'Ain, membre du Conseil des Anciens, Paris, 6 messidor an IV [24 juin 1796], suivi des observations de Reubell. AN AF III 68, dossier 275.

61. «Nouvelles observations sur la question de savoir si Genève doit être comprise dans nos traités de commerce, à l'occasion d'un mémoire présenté sur cette question par le citoyen Girod de l'Ain», minute, s.l.n.d. [messidor ou début thermidor an IV]. AN AF III 68, dossier 275. Par ailleurs, Reubell s'oppose farouchement, en 1789 et 1790, à l'émancipation des Juifs français comme le rappelle L. Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, p. 108 et *passim*.

62. Pierre Michel Hennin au comte de Vergennes, Genève, 3 octobre 1776. MAE CPG, vol. 82, f° 264.

châtiment. Se profile ici à mot couvert le sort qui sera réservé aux bourgeois représentants exilés de 1782, la plupart jusqu'aux premiers jours de la Révolution⁶³. Plus encore, il suppose l'usage d'une force impériale – celle de la France – destinée à réduire l'anarchie républicaine par la dispersion des éléments révoltés et la restauration d'un gouvernement placé sous l'autorité tutélaire du roi. C'est enfin l'association entre républicanisme et Réforme qui donne les contours « hébraïques » de la subversion à l'esprit de révolte genevois qui est d'abord un esprit d'indépendance – donc d'orgueil – partagé par l'ensemble des habitants.

Au-delà des deux sources traditionnelles de l'antisémitisme – la religion et l'économie –, l'émergence de la représentation du Genevois hébraïque dans l'imaginaire des diplomates français, dès les années 1770, révèle l'intrusion du paradigme de la nation dans la culture politique des élites européennes. Or le républicain hébraïque, c'est celui qui est incapable de se constituer en nation : appartenant à un peuple divisé en catégories juridico-politiques inconciliables, caractérisé par sa disposition à se constituer en diaspora, il résiste au modèle national. Si la République est une institution archaïque, confiée sur un territoire au morcellement féodal, renvoyant à une « peuplade » plutôt qu'à une nation, comment peut-elle prétendre entretenir des relations avec d'autres nations ? Le glissement de l'ordre européen du paradigme interétatique, où l'Etat souverain est l'acteur légitime du lien diplomatique, au paradigme national disqualifie la République comme interlocuteur autorisé au sein de la scène internationale. Si la Révolution systématise ce processus, elle ne l'invente pas. Dès lors, les relations diplomatiques avec la France sont marquées au coin d'une insurmontable altérité.

C'est ainsi que le résident Hennin, en août 1776, soutient qu'il doit arriver « tôt ou tard que la Savoie, qui est par rapport à nous en deçà des Alpes, et par conséquent de notre frontière naturelle, appartienne à la France ». Une « guerre heureuse » contre l'Autriche suffirait à offrir à la cour de Turin une compensation en Italie « et les Savoyards ne se cachent pas trop du désir qu'ils auraient de cette résolution ». Si la chose devait s'accomplir, Genève « serait enclavée dans la France comme Mulhouse l'est dans l'Alsace, et se trouverait nécessairement beaucoup plus dépendante de nous ». En conséquence, il faut empêcher que Genève soit

63. M. Neuenschwander, « Les troubles de 1782 à Genève et le temps de l'émigration ».

comprise dans le renouvellement d'alliance entre la France et les Suisses : « identifiée pour ainsi dire avec le Corps helvétique, elle le trouverait beaucoup plus disposé à prendre ses intérêts, cette ville nous gênerait ou nous aurions l'air de vexer un allié, ce qui est tout autre chose que contrarier par nécessité une ville protégée »⁶⁴. Sans introduire aucune perspective téléologique, remarquons seulement qu'à la fin des années 1770, Pierre Michel Hennin – qui ne sera jamais un révolutionnaire – dispose de tous les outils intellectuels et culturels pour penser 1792 et 1798 : l'enclavement complet, la sujétion et au final l'annexion de Genève, précédant de quelques mois seulement celle de Mulhouse.

Reconstituer les contextes singuliers au sein desquels les résidents et le personnel secondaire de la légation française à Genève utilisent l'activité diplomatique comme l'un des instruments au service de leurs stratégies familiales d'ascension sociale, c'est être également attentif à la manière dont cet avancement se paie au prix de l'adhésion aux normes culturelles dominantes. Ces dernières, entre Lumières et Révolution, qualifient progressivement la République d'Ancien Régime sur le registre du dysfonctionnement et de l'archaïsme. Valorisation des grands centres de l'Europe intellectuelle, dépréciation des espaces souverains hérités de la tradition féodale au nom de la rationalisation des territoires politiques selon la nouvelle conception des frontières naturelles, émergence du paradigme national : les motifs ne manquent pas aux résidents de France à Genève pour opposer la modernité de la centralisation de l'Etat monarchique, puis révolutionnaire, à l'obsolescence du régime républicain genevois.

Fabrice BRANDLI
Université de Genève/FNS

64. Pierre Michel Hennin au comte de Vergennes, Genève, 30 août 1776. MAE CPG, vol. 82, f° 225-228.

BIBLIOGRAPHIE

Abréviations

AN : Archives nationales (Paris)

BIF : Bibliothèque de l'Institut de France

MAE : Archives du ministère des Affaires étrangères (Paris)

CPG : Correspondance politique, Genève

Personnel : Dossiers personnels des négociateurs français

Travaux

BADIE, Bertrand, *Culture et politique*, Paris, Economica, 1993.

—, *Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008.

BAILLOU, Jean (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, t. I : *De l'Ancien Régime au Second Empire*, Paris, Editions du CNRS, 1984.

BAKER, Keith M., *Au tribunal de l'opinion publique. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, trad. franç., Paris, Payot, 1993.

BARRAULT, Anne, *Pierre Michel Hennin (1728-1807). Premières recherches sur une carrière de négociateur de la seconde moitié du XVIII^e siècle*, mémoire de Master sous la direction du prof. Jean-Claude Waquet, Paris, EPHE, juin 2006.

—, « Pierre Michel Hennin, diplomate d'Ancien Régime et homme des Lumières », *Muscorum*, « Michel-Paul-Guy de Chabanon et ses contemporains », Université François-Rabelais de Tours, 2007-2008, p. 229-250.

- BÉCHU, Claire, « Les ambassadeurs français au XVIII^e siècle : formation et carrière », in *L'invention de la diplomatie. Moyen Âge – Temps modernes*, éd. Lucien Bély, Paris, PUF, 1998, p. 333-346.
- BÉLY, Lucien, *Les relations internationales en Europe XVII^e-XVIII^e siècles*, 3^e éd., Paris, PUF, 1992.
- BERKVAM, Michael L., *Pierre Michel Hennin : ses voyages, sa correspondance 1757-1765*, Madison, University of Wisconsin, 1973.
- BOUREL, Dominique, « Voltaire, les Juifs et l'Europe », in *Qu'est-ce que la tolérance ? Perspectives sur Voltaire*, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, Ferney-Voltaire, 2002, p. 47-57.
- CABANEL, Patrick, *Juifs et protestants en France, les affinités électives. XVI^e-XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2004.
- CALLIÈRES, François de, *De la manière de négocier avec les souverains* [1716], éd. Jean-Claude Waquet, Paris, Editions Rue d'Ulm/Presses de l'Ecole normale supérieure, 2005.
- CARPANETTO, Dino, « Confini, sovranità politica e questioni religiose nel trattato sabaudo-ginevrino del 1754 », in *Lo spazio sabaudo. Intersezioni, frontiere e confini in età moderna*, a cura di Blythe Alice Raviola, Milano, FrancoAngeli, 2007, p. 100-136.
- , *Divisi dalla fede. Frontiere religiose, modelli politici, identità storiche nelle relazioni tra Torino e Ginevra (XVII-XVIII secolo)*, Torino, UTET, 2009.
- CAVIGNAC, Jean, « Juifs et chrétiens à Bordeaux au XVIII^e siècle », in *Les Juifs dans le regard de l'autre*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1988, p. 35-44.
- CERUTTI, Simona, « Normes et pratiques ou de la légitimité de leur opposition », in *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, éd. Bernard Lepetit, Paris, Albin Michel, 1995, p. 127-149.
- CHILDS, Nick, *A Political Academy in Paris 1724-1731. The Entresol and its Members*, Oxford, Voltaire Foundation, 2000.
- DENIS, Vincent, *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Paris, Champ Vallon, 2008.
- DUBAR, Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles* [1991], 3^e éd., Paris, Armand Colin, 2005.
- Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières [...], Economie politique et diplomatique*, Paris, Liège, Panckoucke, Plomteux, 1788.
- Encyclopédie ou dictionnaire raisonné [...]*, 1765, facsimilé, Stuttgart-Bad Cannstatt, F. Frommann, 1967-1988.

- EPINAY, Louise d', *Les Contre-Confessions*, éd. Elisabeth Badinter et Georges Roth, Paris, Mercure de France, 1989.
- FAZY, Henri, *Genève, le parti huguenot et le traité de Soleure (1574-1579). Etude historique*, Genève, H. Georg, 1883.
- Furetière, A., *Dictionnaire universel contenant généralement tous les mots français tant vieux que modernes et les termes de toutes les sciences et les arts* [1690], t. III, Genève, Slatkine, 1970.
- Gmeline, Patrick de, *De la cour à l'exil. Cinquante ans de correspondance d'un gentilhomme du Rouergue*, Paris, Nel, 2008.
- GOFFMAN, Erving, *Les rites d'interaction*, trad. franç., Paris, Minuit, 1974.
- KATZENSTEIN, Peter, KEOHANE, Robert and KRASNER, Stephen, «International Organization and the Study of World Politics», *International Organization*, 52 (1998), p. 645-685.
- KETTERING, Sharon, «Patronage in Early Modern France», *French Historical Studies*, 17/4 (1992), p. 839-862.
- , «Brokerage at the Court of Louis XIV», *The Historical Journal*, 36/1 (1993), p. 69-87.
- LILTI, Antoine, *Le monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2005.
- LÜTHY, Herbert, *La banque protestante en France, de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution* [1959], 3 vols, Paris, Editions EHESS, 1998.
- MÉZIN, Anne, *Les consuls de France au siècle des Lumières (1715-1792)*, Paris, Direction des Archives et de la Documentation du ministère des Affaires étrangères, 1997.
- MINARD, Philippe (dir.), «Histoire et anthropologie, nouvelles convergences?», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49/4bis (2002/2), p. 81-121.
- MONTLOSIER, François Dominique de Reynaud, comte de, *Souvenirs d'un émigré (1791-1798)*, Paris, Hachette, 1951.
- NEUENSCHWANDER, Marc, «Les troubles de 1782 à Genève et le temps de l'émigration», *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 19 (1989), p. 127-188.
- NEXON, Daniel H., *The Struggle for Power in Early Modern Europe. Religious Conflict, Dynastic Empires and International Change*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

- NORDMAN, Daniel, *Frontières de France. De l'espace au territoire, XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1998.
- OZANAM, Didier et ANTOINE, Michel (éds), *Correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV (1756-1774)*, 2 vols, Paris, C. Klincksieck, 1956-1961.
- PECQUET, Antoine, *De l'art de négocier avec les souverains* [1737], A La Haye, Chez Jean van Duren, 1738.
- PICCIONI, Camille, *Les Premiers commis des Affaires étrangères au XVII^e et au XVIII^e siècle*, Paris, E. de Boccard, 1928.
- Piuz, Anne-Marie, *Affaires et politique*. Recherches sur le commerce de Genève au XVII^e siècle, Genève, 1964.
- POLIAKOV, Léon, *Histoire de l'antisémitisme*, vol. 2: *L'âge de la science* [1981], Paris, Seuil, 1991.
- RICOEUR, Paul, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990.
- RIDDER-SYMOENS, Hilde de, « Formation et professionnalisation », in *Les élites du pouvoir et la construction de l'Etat moderne*, dir Wolfgang Reinhard, Paris, PUF, 1996, p. 203-235.
- RIVOIRE, Emile et VAN BERCHEM, Victor (éds), *Les sources du droit du canton de Genève*, 4 vols, Aarau, Sauerländer, 1927-1935.
- RIZZO, Salomon, « *Un petit Etat désire de bien se limiter avec ses voisins, surtout quand ce sont des grands princes* » : contexte et acteurs du traité des limites de 1749. Les travaux d'approches genevois (1719-1725), mémoire de licence sous la direction du prof. Olivier Fatio et de Marc Neuenschwander, Université de Genève, Faculté des Lettres, Département d'histoire générale, 2003.
- ROTH-LOCHNER, Barbara, « Zurich et Genève, ou la diplomatie au quotidien », in *Alte Löcher – neue Blicke. Zürich in 18. Jahrhundert: Aussen- und Innenperspektiven. Zurich au XVIII^e siècle: perspectives extérieures et intérieures*, dir. Helmut Holzhey und Simone Zurbuchen, Zürich, Chronos, 1997, p. 65-81.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Les Confessions*, éd. Alain Grosrichard, 2 vols, Paris, GF/Flammarion, 2003.
- SAMOYAU, Jean-Pierre, *Les bureaux du secrétariat d'Etat des Affaires étrangères sous Louis XV*, Paris, A. Pedone, 1971.
- SILVESTRI, Gabriella, « Le républicanisme genevois au XVIII^e siècle », *Polis Working Paper*, 82 (déc. 2006), <http://www.polis.leeds.ac.uk/research/working-papers.php>.

- STRAUSS, Anselm, *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, éd. Isabelle Basczanger, Paris, L'Harmattan, 1992.
- TAGUIEFF, Pierre-André, *La judéophobie des Modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008.
- ULBERT, Jorg et LE BOUËDEC, Gérard (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1700)*, Rennes, PUR, 2006.
- VAST, Henri, *Les grands traités du règne de Louis XIV*, 3 vols, Paris, A. Picard et fils, 1893-1898.
- VATTEL, Emer de, *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains*, 2 tomes, A Londres, 1758.
- Voss, Jürgen, « L'Ecole diplomatique de Strasbourg et son rôle dans l'Europe des Lumières », in *L'invention de la diplomatie. Moyen Age – Temps modernes*, éd. Lucien Bély, Paris, PUF, 1998, p. 363-372.
- WICQUEFORT, Abraham van, *L'ambassadeur et ses fonctions* [1682], éd. De Bynkershoek et Jean Barbeyrac, 2 vols, A Amsterdam, Janssons, 1730.
- WINDLER, Christian, « Clientèles royales et clientèles seigneuriales vers la fin de l'Ancien Régime. Un dossier espagnol », *Annales HSS*, 52/2 (1997), p. 293-319.
- , *La diplomatie comme expérience de l'autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002.